



# PARTI DES TRAVAILLEURS

## **DÉCLARATION :**

### **Ils ont « donné un 3<sup>e</sup> mandat de 5 ans » au génocidaire Faure Essozimna GNASSINGBE !**

La mascarade d'élection présidentielle du 25 avril 2015 a entièrement confirmé le pronostic formulé à son endroit : il fut un énième coup de force électoral contre la souveraineté du peuple togolais qui, averti par les appels des organisations démocratiques dont le Parti des travailleurs, l'a rejeté par un boycott massif. Avec un taux d'abstention record tournant autour de 47 à 53 % du corps électoral (soit le boycott d'un électeur sur 2), de l'aveu même du président de la CENI au cours même du scrutin, il dépassa les 33,94 % d'abstention de la mascarade d'élection législative de juillet 2013 ! Si on ajoute à cette abstention record tous ceux qui n'ont pas voté pour lui, on a un verdict sans appel qui a une claire signification politique : **un total rejet de Faure Essozimna GNASSINGBE dont le peuple togolais n'a jamais cessé d'exiger le départ immédiat !**

Le scrutin se singularisa d'autre part comme une rocambolesque et indescriptible pagaille délibérément orchestrée par le régime RPT/UNIR pour dégoûter et décourager le peu d'électeurs qui s'est rendu aux urnes. C'est ainsi que, sur toute l'étendue du territoire national, comme cela se faisait à dessein à l'époque coloniale, nombre d'électeurs n'ont pas retrouvé, sur les listes électorales de leurs bureaux de vote, leurs noms qui avaient été affectés à d'autres bureaux situés souvent loin de là, et s'en sont retournés chez eux, en colère, sans voter. Pour le régime UNIR/RPT, l'important n'était pas que la vérité des urnes soit établie mais que le scrutin soit organisé à tout prix afin que Faure GNASSINGBE soit proclamé « élu » grâce à ces tours de passe-passe qui ont défrayé la chronique par leur extrême grossièreté et fait la honte du Togo dans le monde entier.

#### **L'enjeu de la mascarade du 25 avril 2015 : garantir une totale impunité à Faure GNASSINGBE !**

À l'approche du terme de son 2<sup>e</sup> mandat, Faure Essozimna GNASSINGBE manifestait une farouche volonté de se maintenir à tout prix au pouvoir en rempilant pour un 3<sup>e</sup> mandat, à l'instar de nombre de dictateurs africains tels Blaise COMPAORE du Burkina Faso, .... du Burundi, Denis Sassou NGUESSO du Congo Brazzaville, etc., cela, pour les mêmes raisons qu'eux :

1°) Se mettre à l'abri de la fonction présidentielle pour 5 à 10 nouvelles années pour qu'une supposée impunité nationale et internationale lui soit garantie à vie en vertu de la règle de prescription, par le Code de procédure pénale togolais, des poursuites judiciaires pour les actes criminels commis depuis plus de 10 ans. En effet, avec ses 10 ans de pouvoir depuis l'année 2005 où il a fait massacrer plus d'un millier de citoyens togolais pour aller s'asseoir dans le fauteuil présidentiel laissé vacant par le décès de son père, soucieux par ailleurs des multiples condamnations de son régime par les juridictions sous-régionales et internationales pour ses pratiques de torture et autres graves violations de droits de l'Homme sur nombre de citoyens, il escomptait voir prescrit tous ces crimes pour lesquels il est hanté de devoir rendre compte en quittant le pouvoir.

2°) Éviter de devoir rendre compte au peuple togolais de la mauvaise gestion de ses richesses qui ont été copieusement détournées et pillées par les membres de son régime.

C'est pour contourner toutes ces difficultés qu'il cherche à rester au pouvoir à vie comme feu son père en maintenant le verrou de la limitation à deux des mandats présidentiels de 5 ans, soit au total 10 ans, que ce dernier fit sauter par le tripatouillage constitutionnel des 30/31 décembre 2002 qui supprima ce dispositif essentiel de l'article 59 de la Constitution de 1992 dont le retour se trouverait ainsi « définitivement » empêché par sa reconduction pour un 3<sup>e</sup> mandat.

Après s'être prononcés contre son maintien au pouvoir, les partis institutionnels de l'opposition togolaise, capitulant sans combat, se sont déclarés disposés à « Donner un 3<sup>e</sup> mandat à Faure GNASSINGBE » contre le rétablissement des deux tours de scrutin à toutes les élections qu'ils n'obtiendront même pas. Initié par les groupes parlementaires CAR-ADDI lors des débats sur leur proposition de loi à l'Assemblée nationale, ce surréaliste marchandage fut avalisé par ces partis qui ont fait le choix de s'associer à la mascarade électorale du 25 avril 2015 comme moyen de la mettre en œuvre.

C'est pourquoi, l'histoire retiendra que le candidat Jean-Pierre FABRE et son parti l'ANC ainsi que les autres partis membres de la coalition CAP 2015 (la CDPA dirigée par Brigitte ADJAMAGBO-JOHNSON, le PSR dirigé par Me Abi TCHESSA, SANTE DU PEUPLE dirigé par le Dr KOUESSAN, l'UDS-Togo dirigé par Antoine FOLI), le candidat Aimé Tchabouré GOGUE et son parti l'ADDI, le candidat Mouhamed TCHASSONA-TRAORE et son parti le MCD, le candidat Gerry Komandega TAAMA et son parti le NET, par leur participation à la présidentielle du 25 avril 2015 qui s'annonçait sans ambiguïté comme une mascarade électorale décriée par tous, ont trahi le peuple togolais en assumant, en toute conscience, la lourde responsabilité d'avoir « *Donné un 3<sup>e</sup> mandat de 5 ans à Faure GNASSINGBE* », ouvrant ainsi la voie au règne monarchique de son clan familial pendant 53 ans !

Par leur entêtement et aveuglement à participer à un processus électoral totalement inique dans tous ses aspects, notamment par sa tenue sur la base d'un fichier électoral notoirement corrompu mais agréé par eux comme « consensuel », ils ont apporté une caution légale à ce coup de force électoral au résultat d'avance programmé et dénoncé comme tel par nombre de citoyens et organisations démocratiques qu'ils se sont refusés à écouter !

C'est pourquoi le boycott massif qui affecta le scrutin fut aussi l'expression de l'écœurement, du rejet et finalement de la sanction, par la population, du double langage des partis participationnistes, surtout ceux de la coalition CAP 2015 qui, après avoir proclamé : « **Sans réformes, pas d'élection !** » ont subitement fait volte face en déclarant qu'« **Avec ou sans réformes on ira aux élections** » pour soutenir mensongèrement, après coup, n'avoir jamais prononcé la première formule !

Tous portent donc l'entière responsabilité de la proclamation frauduleuse de la « réélection » de Faure GNASSINGBE et personne ne peut penser qu'une telle caution à son maintien au pouvoir soit sans contreparties, si on en juge notamment par les 72 millions de F CFA que son régime a alloués à chaque candidat pour qu'il accompagne son coup de force électoral.

Alors qu'au Burkina Faso et au Burundi les organisations démocratiques se sont formidablement mobilisées aux côtés du peuple pour barrer la route au 3<sup>e</sup> mandat du dictateur dirigeant leur pays, l'opposition institutionnelle du Togo a brillé par une politique de collaboration qui ne cesse de faire la honte de notre pays qu'on méprise ouvertement à l'échelle mondiale.

### **Un complot international contre le peuple togolais :**

Il importe de souligner que le complot national que fut cette « élection » s'organisa à l'ombre d'un autre véritable complot international contre le peuple togolais : ce sont des institutions internationales, complices du régime UNIR/RPT qu'elles protègent, qui ont décidé, en lieu et place de représentants du peuple togolais, des conditions d'organisation, de déroulement et de proclamation des résultats de cette mascarade électorale du 25 avril 2015. Le summum de cette grave violation de la souveraineté du peuple togolais fut atteint lorsque le plus haut dignitaire de l'institution nationale qu'est la CENI proclama avec fierté que les chefs d'Etat de la Côte d'Ivoire et du Ghana, venus en mission de médiation au Togo, lui ont fait « injonction » d'aller proclamer des résultats qui se sont révélés notoirement faux, au regard des plus élémentaires règles d'arithmétique !

Des grandes puissances et institutions du fameux groupe dit des 5 (France, Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Union européenne, PNUD), à l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), en passant par la CEDEAO et l'Union africaine, tous ont décidé d'assurer le maintien du régime de Faure GNASSINGBE en œuvrant à sa « réélection » illégale parce qu'il sert, protège et défend si bien leurs intérêts au nom desquels s'organise le pillage des richesses matérielles et humaines du Togo.

En cette 55<sup>e</sup> année de sa commémoration, le combat du peuple togolais pour la reconquête de son indépendance nationale ainsi que sa libération de la dictature apatride du clan des GNASSINGBE revêt une plus grande signification que jamais.

### **Quel bilan depuis 25 ans ?**

Force est de constater que, depuis le soulèvement populaire du 5 octobre 1990, soit bientôt 25 ans, c'est l'opposition institutionnelle du Togo, dont nombre d'acteurs ont trahi le peuple togolais en allant rejoindre le régime du clan des GNASSINGBE, qui n'a cessé de sauver les régimes assassins RPT/UNIR par des négociations contre-natures et processus électoraux bancals qui les ont consolidés chaque fois qu'ils étaient menacés d'effondrement par les mobilisations populaires.

En cette année de commémoration du 25<sup>e</sup> anniversaire du soulèvement populaire du 5 octobre 1990, la nécessité s'impose de tirer comme bilan sur l'ensemble de la période, le triste constat d'un acharnement des dirigeants qui se sont accaparés de la direction de la lutte du peuple togolais à mettre en échec la volonté de changement qu'il ne cesse de manifester de façon multiforme pour en finir avec la domination sanglante de la dictature du clan des GNASSINGBE.

### **Dire Non, au régime illégal et illégitime de Faure GNASSINGBE !**

Le Parti des travailleurs tient à rappeler que, depuis le génocide de 2005 organisé avant, pendant et après la mascarade d'élection présidentielle du 24 avril 2005 en passant par le coup de force du 4 mars 2010 par lequel il s'est maintenu au pouvoir, il n'a jamais reconnu Faure GNASSINGBE comme ayant été démocratiquement élu par le peuple togolais.

C'est pourquoi, il n'a jamais reconnu et, après la grossière mascarade électorale du 25 avril 2015 qui aggrave son illégalité et illégitimité, ne reconnaîtra jamais le génocidaire Faure Essozimna GNASSINGBE comme président démocratiquement élu. Il s'engage par conséquent à continuer à aider le peuple togolais qui, depuis bientôt 25 ans, n'a jamais cessé de manifester ouvertement son aspiration au changement comme le montrent les mouvements sociaux en cours dans tout le pays.

Au moment où la preuve vient à nouveau d'être faite qu'il est impossible d'en finir avec la dictature sanglante du clan des GNASSINGBE par la voie des urnes, le Parti des travailleurs, qui exhorte les travailleurs, paysans et jeunes togolais à ne compter que sur eux-mêmes, les appelle à rejoindre ses rangs pour combattre pour en finir avec cette dictature.

**38 + 10 ans, Ça suffit : Dehors, à bas le régime illégitime de Faure Essozimna GNASSINGBE !  
Le peuple togolais vaincra !**

Lomé, le 17 mai 2015  
Pour le Parti des travailleurs,  
Le Secrétaire chargé de la coordination

Claude AMEGANVI